



# UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI

Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires  
Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement

Revue scientifique thématique semestrielle  
**Environnement et Dynamique des Sociétés**



N° 014  
Juin  
2026



Presse Universitaire  
Niamey



ISSN



1859 - 5146

**UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI (NIGER)**





Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires  
Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement

**LERTESS - AD**

**Revue scientifique thématique semestrielle**

**E**nvironnement et **D**ynamique des **S**ociétés



FACTEUR D'IMPACT (SJIFactor.com)		INDEXATION EDS	
2024	4,9	 <a href="https://sjifactor.com/passport.php?id=23616">https://sjifactor.com/passport.php?id=23616</a>	
2023	4,866		
2022	4,497	 <a href="https://universiteabdoumoumounideniamey.academia.edu/EnvironnementetDynamiquedesSoci%C3%A9t%C3%A9sEDS">https://universiteabdoumoumounideniamey.academia.edu/EnvironnementetDynamiquedesSoci%C3%A9t%C3%A9sEDS</a>	
2021	4,09	 <small>INTERNATIONAL STANDARD SERIAL NUMBER NIGER</small> <a href="https://portal.issn.org/resource/ISSN/1859-5146">https://portal.issn.org/resource/ISSN/1859-5146</a>	
2020	3,752	 <small>Connecter la recherche et les chercheurs</small> <a href="https://orcid.org/0009-0006-0118-2004">https://orcid.org/0009-0006-0118-2004</a>	

**Photo de couverture** : Vue de la cuvette oasienne d'Issoufory, située dans le département de Goudoumaria, région de Diffa au Niger M. WAZIRI M. Zaneidou, 2026

**MAQUETTE & PAO**: Dr MAMAN WAZIRI MATO Zaneidou, LERTESS/AD, UAM - Niamey

**N° 014**

**ISSN**



**1859-5146**

**JUIN 2026**

## Note aux auteurs

La revue « Environnement et Dynamique des Sociétés » du Laboratoire d'étude et de recherche sur les territoires sahélo-sahariens : aménagement, développement est une revue thématique semestrielle. Elle publie en français ou en anglais des articles originaux ou des ouvrages résultant des recherches effectuées dans l'école doctorale Lettres, Arts, Sciences de l'Homme et de la Société par des chercheurs extérieurs dans les domaines d'intérêt de la revue. Pour faciliter l'édition, les auteurs sont invités à suivre les recommandations suivantes :

- [1]. En principe aucun article ne doit occuper plus de 15 pages dans la revue, tout compris, sachant qu'une page de la revue contient environ 500 mots.
- [2]. Le manuscrit doit être soumis en version numérique. L'article doit répondre à la structure suivante :
  - a) Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : le titre (il doit être concis mais complet et précis), le nom et prénoms de l'auteur ou les noms et prénoms des auteurs suivis de son titre ou de leurs titres académiques ou professionnels, le nom de l'institution ou les noms des institutions d'appartenance de l'auteur ou des auteurs et son adresse ou leurs adresses (y compris les adresses mail). Le plan du texte doit répondre au schéma suivant : Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
  - b) Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : le titre (il doit être concis mais complet et précis), le nom et prénoms de l'auteur ou les noms et prénoms des auteurs suivis de son titre ou de leurs titres académiques ou professionnels, le nom de l'institution ou les noms des institutions d'appartenance de l'auteur ou des auteurs et son adresse ou leurs adresses (y compris les adresses mail). Le plan du texte doit répondre au schéma suivant : Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- [3]. Le texte au format A4, doit être saisi en police Times New Roman, taille 12 pour le corps du texte et 14 pour les titres et avec un interligne de 1,5. Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction et de la conclusion et de la bibliographie doivent être titrées et numérotées par des chiffres (exemples : 1. 1.1. 1.2. ; 2. ; 2.1. ; 2.2.1. ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).
- [4]. Les auteurs peuvent envoyer leurs textes qui doivent être traités en Word sur PC par Internet à EDS : [revueeds@gmail.com](mailto:revueeds@gmail.com).
- [5]. Tout article doit être accompagné d'un résumé n'excédant pas 200 mots avec indication des mots clés au maximum 5 en français et d'un Abstract et des Key words en anglais. Ces résumés doivent permettre au lecteur d'apprécier exactement l'intérêt de l'article, les problèmes posés, les méthodes employées et les résultats obtenus. Ils doivent être rédigés avec le plus grand soin, dans une langue claire.
- [6]. Les illustrations qui doivent être pertinentes (photos, croquis, graphiques, cartes et tableaux) se limiteront au minimum nécessaire.
- [7]. Les références bibliographiques : elles doivent être citées dans le texte de la manière suivante : (B. Yamba, 1975, p21). Lorsque la référence comporte plus de trois auteurs, seul le premier auteur sera mentionné suivi de « et al. ». A la fin de l'article, les références constituant la bibliographie doivent être citées par ordre alphabétique croissant et de date pour un même auteur le tout numéroté. Pour chaque référence, inclure les noms complets de tous les auteurs. Une référence en ligne (Internet) est acceptable si elle s'avère fiable et crédible, on prend soin de mentionner le lien (la page web). Exemple : ANTHELME Fabien, BOISSIEU Dimitri, GIAZZI Franck et WAZIRI MATO Maman - (Page consultée le 30 mai 2011) *Dégradation des ressources végétales au contact des activités humaines et perspectives de conservation dans le massif de l'Air (Sahara, Niger)* - Vertigo, La revue électronique en sciences de l'environnement, Vol.7 no2, Adresse URL : <http://www.vertigo.uqam.ca/>.

Exemples :

- ▽ **Pour un article de journal ou revue** : Nom (s) suivi du prénom (s) de l'auteur (s); la date de parution de l'article : le titre de l'article, le titre du périodique en italique et précédé de « in » ; le volume et le numéro de la première et de la dernière page de l'article. Exemple : BOUZOU MOUSSA Ibrahim., 2003 - Les loupes d'érosion, formes majeures de dégradation des terres de glaciaires à sols indurés : Cas de Bogodjotou (Niger). In *Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey*, Tome VII, pp. 220-228.
  - ▽ **Pour les ouvrages** : le nom de l'auteur précédé du prénom (s) ; la date de l'édition ; le titre complet de l'ouvrage en italique ; le nombre de volumes et le nombre total de page ; le nom de l'éditeur ; le lieu de l'édition. Exemple : KILANI Mondher et WAZIRI MATO Maman, 2000 - *Gomba Hausa : dynamique du changement dans un village sahélien du Niger*, éditions Payot, Lausanne, 175 pages.
  - ▽ **Pour un chapitre dans un ouvrage** : le nom de l'auteur précédé du prénom (s) ; la date de l'édition ; le titre complet du chapitre ; le titre de l'ouvrage en italique, le nom de l'éditeur entre parenthèse ; la maison d'édition ; le lieu de l'édition. Exemple : MOTCHO Henri Kokou, 2007 - Dynamique urbaine et intégration régionale en Afrique de l'Ouest. - In : *Les États-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest : le cas du Niger*, (WAZIRI MATO, éd.), Karthala, Paris, pp. 121-137.
  - ▽ **Pour un article d'acte de colloque** : le nom de l'auteur précédé du prénom (s) ; la date de l'édition ; le titre de l'article, titre du colloque précédé de in, le nom de la revue, le lieu d'édition, le volume et le numéro de la première et de la dernière page de l'article. Exemple : BOUZOU MOUSSA Ibrahim, 1998 - Dégradation des terres et pauvreté au Niger : cas du terroir villageois de Windé - Bago (Dallol Bosso Sud). In : *Actes du Colloque du Département de Géographie FLSH/UAM Niamey 4-6 juillet 1996. Urbanisation et pauvreté en Afrique de l'Ouest*. Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, n° Hors-Série, pp.49-61.
  - ▽ **Pour une agence gouvernementale ou internationale considérée comme auteur** : Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, 2006 - *Guide national d'élaboration d'un plan de développement communal*, Direction Générale du Développement Communautaire, 35 pages.
- [8]. Les notes : elles doivent être en bas de chaque page et mentionnées dans le texte par leur numéro respectif. La police est la même avec le texte mais de taille 10.
  - [9]. Les cartes, les graphiques et les figures : ils doivent être produits à l'échelle définitive avec des dimensions adaptées au format de la revue. Les titres sont placés en haut.
  - [10]. Les photographies : il faut fournir des tirages bien contrastés en couleurs ou en noir et blanc. Les titres sont placés en haut.
  - [11]. Les tableaux : ils sont numérotés en chiffre arabe et le titre doit être placé en bas.

**UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI (NIGER)***Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement***Revue scientifique thématique semestrielle****Environnement et Dynamique des Sociétés****DIRECTEURS DE PUBLICATION****Directeur de publication** : Pr AMADOU Boureima**Directeur Adjoint de publication** : Pr WAZIRI MATO Maman**COMITE SCIENTIFIQUE**

Pr AMADOU Boureima, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr BOUZOU MOUSSA Ibrahim, Université Abdou Moumouni, Niamey; Pr MOTCHO Kokou Henri, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr ISSA DAOUDA Abdoul-Aziz, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr TANDINA OUSAMANE Mahamane, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr TIDJANI ALOU Mahamane, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr YAMBA Boubacar, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr ZOUNGROUNA Pierre Tanga, Université J. K. de Ouagadougou (Burkina Faso) ; Pr WAZIRI MATO Maman, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr BONTIANTI Abdou, Université Abdou Moumouni, Niamey ; Pr MOUNKAÏLA Harouna, Université Abdou Moumouni, Niamey, Pr. BOULAMA Kaoum, Université Abdou Moumouni de Niamey, Pr BOUKPESSI Tchaa, Université de Lomé (Togo), Pr. YABI Ibouaraïma, Université d'Abomey-Calavi (Benin), Pr. KABLAN N'guessan Hassy Joseph, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire), Pr. KADET GAHIE Bertin, Ecole Normale Supérieure d'Abidjan (Côte d'Ivoire), LARE Lallé Yendoukoa, Université de Lomé (Togo), KADOUZA Padabô, Université de Kara (Togo).

**COMITE DE REDACTION****Rédacteur en chef** : Pr WAZIRI MATO Maman**Rédacteur en chef Adjoint** : Pr DAMBO Lawali

**Membres** : Pr BODE Sambo, Dr ABDOU YONLIHINZA Issa (MC), Dr YAYE SAIDOU Hadiara (MC), Dr BAHARI IBRAHIM Mahamadou (MC), Dr MAMAN Issoufou (MC), Dr KONE MAMADOU Mahaman Moustapha (MC)

**Nota Bene** : Les opinions et analyses présentées dans ce numéro n'engagent que leurs auteurs et nullement la rédaction de la revue Environnement et Dynamique des Sociétés (EDS).

**ADRESSE :***Laboratoire d'Etude et de Recherche sur les Territoires Sahélo-Sahariens : Aménagement et Développement***UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI****BP: 418 Niamey - NIGER.****Email:** [revueeds@gmail.com](mailto:revueeds@gmail.com) **Site :** [www.revue-eds.com](http://www.revue-eds.com)

© Copyright : Revue EDS, 2026

**COMITE DE LECTURE**

- ✿ Pr. ABDO LAOUALI SERKI Mounkaïla, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. AMADOU Boureïma, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. AMADOU Oumarou, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. BODE Sambo, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. BOULAMA Kaoum, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. DAMBO Lawali, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. ELHADJI OUMAROU Chaïbou, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. FANGNON Bernard, Université d'Abomey Calavi (Benin)
- ✿ Pr. KOUADIO Guessan, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- ✿ Pr. SOULEY Kabirou, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ Pr. SOUMANA KINDO Aïssata, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. WAZIRI MATO Maman, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ Pr. YABI Ibouaïma, Université d'Abomey-Calavi (Benin)
- ✿ MC. ABDOU YONLIHINZA Issa, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)
- ✿ MC. ADO SALIFOU Arifa Moussa, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ MC. DJANGRANG Man-Na, Université de Moundou (Tchad)
- ✿ MC. KASSI-DJODJO Irène, Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✿ MC. KIARI FOUGOU Hadiza, Université de Diffa (Niger)
- ✿ MC. KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✿ MC. MALAM ABDOU Moussa, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ MC. OUATTARA Seydou, Université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✿ MC. TANKARI Moussa, Université André Salifou de Zinder (Niger)
- ✿ MC. TRAORÉ Porna Idriss, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

## SOMMAIRE

<b>L'IMPACT DU RETRAIT DES PAYS DE L'AES (BURKINA FASO, MALI, NIGER) DE LA CEDEAO SUR LEURS INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS .....</b>	<b>9</b>
<b>Lassana TOURE<sup>1*</sup>, Abdoul Karim DIAMOUTENE<sup>1</sup>, Mahamadou Bassirou TANGARA<sup>1</sup> et Mickaël CLEVENOT<sup>2</sup></b>	
<b>PROMOUVOIR LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES LOCALES PAR LES ACTIONS CLIMATIQUES DANS LES ZONES D'INTERVENTION DU PROGRAMME JASS DANS LES REGIONS DE TAHOUA ET MARADI AU NIGER .....</b>	<b>26</b>
<b>MAMAN Issoufou<sup>1*</sup>, IBRAHIM Habibou<sup>1</sup>, AFANE Abdoukader<sup>1</sup>, MAMADOU KONE Mahaman Moustapha<sup>1</sup>, YAMBA Boubacar<sup>2</sup> et ISSOUFOU DJIGO Ibrahim<sup>3</sup></b>	
<b>L'EGYPTE PHARAONIQUE : LE DON DU NIL.....</b>	<b>43</b>
<b>OLAME HOUMINA Patrice<sup>1</sup></b>	
<b>IDENTIFICATION, SOURCES ET DYNAMIQUES DES INNOVATIONS AGROÉCOLOGIQUES DANS LA FILIÈRE MARAÎCHÈRE AU SUD BÉNIN .....</b>	<b>61</b>
<b>ADJE E Funmilayo<sup>1*</sup>, MAGNON Y. Z. Zountchégbé<sup>2</sup>, EFIO Sylvain<sup>3</sup> et TOSSOU C. Rigobert<sup>4</sup></b>	
<b>RESILIENCE COMMUNAUTAIRE FACE A LA MALNUTRITION DANS LA COMMUNE DE TORI-BOSSITO AU BENIN : RECITS DE MENAGES AYANT RENVERSE LA SITUATION CHEZ LEURS ENFANTS.....</b>	<b>75</b>
<b>HOUNSI Augustin<sup>1*</sup>, HINNOU Patrick<sup>2</sup>, NASSI Karl Martial<sup>3</sup>, Roch L. MONGBO<sup>4</sup> et ADJILE O. Alida<sup>4</sup></b>	
<b>INNOVATIONS LOCALES ET COHESION SOCIALE : STRATEGIES COMMUNAUTAIRES DE PREVENTION DES CONFLITS ET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE A BARIENOU (NORD-BENIN) .....</b>	<b>90</b>
<b>HOUNDEOKOU Sèkannou Gérard<sup>1*</sup>, VODOUNNON TOTIN K. Marius<sup>2</sup> et MELIHO Pierre Codjo<sup>3</sup></b>	
<b>ARBRE SACRE « JAG SIR », PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EN PAYS TOUPOURI DANS LE MONT-ILLI AU SUD-OUEST DU TCHAD .....</b>	<b>106</b>
<b>BAYANG Sirbélé<sup>1</sup></b>	
<b>DU RENOUVEAU EXISTENTIALISTE A L'HERITAGE SARTRIEN DE LA PSYCHANALYSE EXISTENTIELLE.....</b>	<b>118</b>
<b>SALIFOU HAMANI Abdoul-Aziz<sup>1*</sup> et SOULEYMAN Mahaman<sup>2</sup></b>	
<b>ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL DES COMMUNES DU SUD BÉNIN-TOGO .....</b>	<b>138</b>
<b>Cokou Romain AHLINVI<sup>1*</sup>, Expedit Wilfrid VISSIN<sup>2</sup>, Jean-François FAÛ<sup>3</sup> et Jacques AGUIADAHO<sup>4</sup></b>	
<b>GESTION DES POINTS D'EAU DANS LE QUARTIER KALLEY PLATEAU DE NIAMEY, NIGER.....</b>	<b>154</b>
<b>SOULEY BOUBACAR Adamou<sup>1</sup>, BOUBACAR AKALI Haoua<sup>2*</sup> et MOTCHO Kokou Henri<sup>3</sup></b>	

**STRATEGIES D'ADAPTATION DES EXPLOITANTS MARAICHERS DE LA COMMUNE DE SEYNA DANS LA REGION DE GAO FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE .170**  
**Mahamadou CISSE<sup>1\*</sup>, Bakary DAGNO<sup>1</sup> et Vembé Blaise KONE<sup>2</sup>**

---

**VARIABILITE TEMPORELLE DES CARACTERISTIQUES PHYSICO-CHIMIQUES DES EFFLUENTS DE RAFFINERIE PETROLIERE : IMPLICATIONS POUR UN TRAITEMENT EN AVAL .....188**  
**Ismaël Ousseini Nafiou<sup>1\*</sup> et Mahamadou Mounir Zakari<sup>1</sup>**

---

**ACCES DES REFUGIES AUX TERRES AGRICOLES DANS UN CONTEXTE DE CRISE FONCIERE : CAS DU DEPARTEMENT DE GUIDAN ROUMDJI DANS LA REGION DE MARADI .....199**  
**MAHAMAN SALIFOU Moussa<sup>1\*</sup> et HAROUNA Mounkaila<sup>2</sup>**

---

**IMPACTS SOCIOECONOMIQUES DE L'ETAT D'URGENCE A TORODI, DANS LA ZONE DES TROIS FRONTIERES .....216**  
**SOUMAILA Hama<sup>1</sup>, ALZOUMA POUTCHA Issoufou<sup>2</sup> et DAOUDA BANA Askandara<sup>3\*</sup>**

---

**STRATEGIES ENDOGENES DE PROTECTION DU FONCIER MARAICHER DANS L'ARRONDISSEMENT COMMUNAL NIAMEY 5 (NIGER) .....227**  
**IDRISSA BONDABA Tayabou<sup>1\*</sup>, MOUMOUNI MAHAMANE SANI Moumouni<sup>1</sup> et MAMAN WAZIRI MATO Zaneidou<sup>2</sup>**

---

**ANALYSE DES CONFLITS LIES A LA LIBERATION DES CHAMPS DES CULTURES PLUVIALES AU NIVEAU DU DEPARTEMENT DE BELBEDJI, REGION DE ZINDER (NIGER) .....241**  
**HAROU ABOU Idrissa<sup>1\*</sup>, ALI Salé<sup>2</sup> et MAMAN SANI Amadou<sup>3</sup>**

---

**DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET EVOLUTION VILLAGEOISE DANS LE CERCLE DE GOUNDAM : CROISSANCE NUMERIQUE ET MUTATIONS DE LA TAILLE DES VILLAGES DEPUIS L'INDEPENDANCE .....255**  
**Mahamadou ABOCAR<sup>1\*</sup>, Mahamadou Faradji MAIGA<sup>2</sup>, Mahamane ALBOUKADER<sup>3</sup> et Boubacar Ousmane TOURE<sup>4</sup>**

---

**DYNAMIQUE D'OCCUPATION ET ENJEUX DE SECURISATION FONCIERE EN ZONE PASTORALE AU NIVEAU DU DEPARTEMENT DE BELBEDJI, REGION DE ZINDER (NIGER) .....269**  
**HAROU ABOU Idrissa<sup>1\*</sup>, ALI Salé<sup>2</sup>, ABDOU SANI Mountaka<sup>3</sup> et MAMAN SANI Amadou<sup>4</sup>**

---

**DIRE LA GUERRE : L'APPREHENSION DU CONCEPT IDENTITÉ RECONSTRUCTIVE CHEZ LES ÉCRIVAINS TCHADIENS .....281**  
**Parfait NADJIBEYE<sup>1</sup>**

---

**CONTRIBUTION DES CULTURES IRRIGUEES DANS LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE DES MENAGES AGRICOLES DE L'ARRONDISSEMENT COMMUNAL NIAMEY V .....293**  
**OUSSEINI ISSA Abdou<sup>1\*</sup>, ADO MIKO Mahamadou Makana<sup>2</sup> et WAZIRI MATO Maman<sup>3</sup>**

---

**GOVERNANCE URBAINE ET HUMANITES DANS L'AMENAGEMENT D'UNE VILLE MOYENNE IVOIRIENNE : LE CAS DE TIEBISSOU AU CENTRE DE LA COTE D'IVOIRE .....306**  
**N'Dri Ernest KOUADIO<sup>1\*</sup>, Sientienwin SEKONGO<sup>2</sup> et Teré GOGBE<sup>3</sup>**

---

<b>EVOLUTION DU LAC TCHAD DE 2015 A 2025 : QUELLE IMPACT SUR LA PECHE DANS LA PARTIE NIGERIENNE .....</b>	<b>323</b>
<b>ELH KAKA ADAM Eih Ligari <sup>1</sup> et KIARI FOUYOU Hadiza<sup>2*</sup></b>	
<b>PERCEPTION DES AGROPASTEURS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE SAHEL : LE RECOURS AUX SAVOIRS ENDOGENES POUR UNE RESILIENCE ACCRUE DES COMMUNAUTES DANS LA ZONE DE KONNI AU NIGER .....</b>	<b>338</b>
<b>ABDOULAYE NOUHOU Mahamadou<sup>1*</sup>, MOUSSA Mahamadou Sani<sup>2</sup> et WAZIRI MATO Maman<sup>1</sup></b>	
<b>AGE AU MARIAGE ET PROLONGEMENT DU CELIBAT CHEZ LES ETUDIANT.E.S DE L'UNIVERSITE ABDOU MOUMOUNI.....</b>	<b>353</b>
<b>ABDOURAHAMANE NAJOUH Alhassane<sup>1</sup></b>	
<b>VIE ET ONTOLOGIE DU VIVANT : LE DEBAT ENTRE E. KANT ET H. JONAS .....</b>	<b>367</b>
<b>Romuald T. AMOUSSOUGA<sup>1*</sup> et Alain Corneille TOWOU<sup>2</sup></b>	
<b>CONSOMMATION DE LA VIANDE DE BROUSSE PAR LES POPULATIONS DES MONTS ALEDJO AU NORD-TOGO.....</b>	<b>385</b>
<b>DJERI Idrissou<sup>1*</sup> et NOBIME Georges<sup>2</sup></b>	
<b>VULNÉRABILITÉ ET ADAPTATION DES PRODUCTIONS AGRICOLES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE 2ÈME PÔLE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (PDA2) AU NORD DU BÉNIN.....</b>	<b>397</b>
<b>Guy Cossi WOKOU<sup>1</sup></b>	
<b>IMPACTS DE LA VARIABILITE CLIMATIQUE SUR LES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES DU DEPARTEMENT DE GOURE (REGION DE ZINDER, NIGER).....</b>	<b>412</b>
<b>IBRAHIM SOULEY Malam Zanaidou<sup>1*</sup>, WAZIRI MATO Maman<sup>2</sup>, HASSANE YAOU Tahirou<sup>3</sup>, HAMADOU YOUNOUSSA Bachirou<sup>3</sup> et GARBA Zibo<sup>3</sup></b>	
<b>APHRIKÊ OU AFAGHÊ ? POUR UNE HYPOTHÈSE DE RELECTURE ÉTYMOLOGIQUE DES NOMS DE L'AFRIQUE À PARTIR DE LA LANGUE HO .....</b>	<b>433</b>
<b>Wanilo Guillaume GANHIDE<sup>1</sup></b>	
<b>VULNERABILITE DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES DES PLAINES DE KORIOME, HAMADIA ET DAYE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DANS LA COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU (MALI).....</b>	<b>454</b>
<b>Mahamane ALBOUKADER<sup>1*</sup>, Seydou MARIKO<sup>2</sup> et Mahamadou ABOCAR<sup>3</sup></b>	
<b>LUTTE CONTRE LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU BENIN : CAS DU FINANCEMENT DE L'ADAPTATION ET DE L'ATTENUATION .....</b>	<b>468</b>
<b>Alfred Bothé Kpadé DOSSA<sup>1</sup></b>	

# RESILIENCE COMMUNAUTAIRE FACE A LA MALNUTRITION DANS LA COMMUNE DE TORI-BOSSITO AU BENIN : RECITS DE MENAGES AYANT RENVERSE LA SITUATION CHEZ LEURS ENFANTS

**HOUNSI Augustin<sup>1\*</sup>, HINNOU Patrick<sup>2</sup>, NASSI Karl Martial<sup>3</sup>, Roch L.  
MONGBO<sup>4</sup> et ADJILE O. Alida<sup>4</sup>**

*1. Laboratoire de Recherche et d'Etude, Sport, Education et Intervention Sociale pour le Développement (LARESEID), Doctorant à l'EDP-EPS-DH*

*2. Laboratoire de Recherche Socio-Anthropologique sur les Systèmes Organisés et les Mobilités (LASMO)*

*3. Laboratoire d'Economie Rurale et des Sciences sociales pour le Développement Durable (LERSSoDD), Université Nationale d'Agriculture Bénin Email*

*4. Laboratoire d'Analyse des Dynamique sociale et du Développement (LADyD)*

*\*Correspondant courriel : hounsiagustin@gmail.com*

## Résumé

Dans la commune rurale de Tori-Bossito au Bénin, la malnutrition infantile reste préoccupante, mais l'évolution observée entre 2019 et 2024 met en lumière la capacité de certaines familles à inverser durablement la tendance grâce à la résilience communautaire. L'étude mobilise les données de dépistage MAM/MAS, des observations ménagères et des récits maternels pour analyser les réponses aux chocs nutritionnels, notamment lors de l'interruption des interventions. En 2019, 79 cas avaient été recensés. Après huit mois sans animation, les cas ont fortement augmenté en 2020 (273), mais seuls 20 enfants précédemment identifiés sont demeurés malnutris, révélant l'appropriation de bonnes pratiques par certains ménages. Avec la relance des activités via les GAN/CSAN et l'appui de l'ONG GERME, les cas ont progressivement diminué jusqu'en 2023, tandis que 3396 enfants présentaient un bon état nutritionnel. Les ménages résilients combinent diversification alimentaire, production domestique, organisation quotidienne et réseaux d'entraide, contrairement aux ménages fragilisés par la pauvreté et les contraintes socioculturelles.

Mots-clés : Malnutrition infantile, Résilience communautaire, Ménages résilients, Interventions nutritionnelles, Capital social

## COMMUNITY RESILIENCE IN THE FACE OF MALNUTRITION IN THE COMMUNE OF TORI-BOSSITO IN BENIN : STORIES OF HOUSEHOLDS WHO TURNED THE TAX OUT FOR THEIR CHILDREN

### Abstract

In the rural commune of Tori-Bossito in Benin, child malnutrition remains a major concern. However, trends observed between 2019 and 2024 highlight the ability of some families to sustainably reverse the situation through community resilience. The study draws on MAM/SAM screening data, household observations, and mothers' narratives to analyze responses to nutritional shocks, particularly during periods when interventions were interrupted. In 2019, 79 cases were identified. After eight months without program activities, cases sharply increased in 2020 (273), yet only 20 of the previously identified children remained malnourished, revealing that some households had internalized good practices. With the resumption of activities through GAN/CSAN groups and support from the NGO GERME, cases gradually declined by 2023, while 3,396 children were recorded as having good nutritional status. Resilient households combine improved feeding practices, domestic food production, structured daily organization, and active social support networks, unlike more vulnerable households affected by poverty and sociocultural constraints.

Keywords : Child malnutrition, Community resilience, Resilient households, Nutrition interventions, Social capital

### INTRODUCTION

Au Bénin, la malnutrition infantile demeure un défi persistant, malgré les efforts institutionnels et communautaires engagés depuis plusieurs décennies. L'enquête nationale 2017-2018 révèle qu'environ 15 % des enfants de moins de cinq ans souffraient de sous-nutrition, avec une prévalence élevée de retard de croissance (31,6 %), de malnutrition aiguë globale ( $\approx$  5 %) et de sous-pieds (16,7 %). Cette situation reste préoccupante, car le retard de croissance chronique, touchant plus de 30 % des enfants de 6 à 59 mois dans la plupart des départements, compromet durablement le développement cognitif, l'état de santé futur et le potentiel productif des enfants, avec des conséquences socio-économiques importantes.

Au-delà du seul état nutritionnel, l'insécurité alimentaire agit comme un déterminant structurel. Selon l'Analyse Globale de la Vulnérabilité à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AGVSAN, 2017), 9,6 % des ménages étaient en insécurité alimentaire modérée à sévère (soit environ 1 091 971 personnes), tandis que 42,9 % vivaient une sécurité alimentaire dite « limite ». Ces données traduisent la fragilité des régimes alimentaires, souvent peu diversifiés, et un environnement marqué par des difficultés

d'accès aux services de santé, d'eau, d'hygiène et d'assainissement, renforçant le risque nutritionnel chez les jeunes enfants.

Pour répondre à ces défis, l'État béninois a adopté la Politique nationale d'Alimentation et de Nutrition 2024–2033, désormais cadre stratégique de référence. Elle priorise l'amélioration de l'environnement alimentaire, l'accès aux services de santé et nutrition, l'éducation nutritionnelle, l'alimentation scolaire et surtout le renforcement des mécanismes communautaires de suivi nutritionnel, perçus comme essentiels à la durabilité des acquis.

La commune de Tori-Bossito, située dans le département de l'Atlantique, illustre ces dynamiques. Bien qu'à vocation agricole, elle reste vulnérable aux effets de la saisonnalité, aux inégalités sociales et aux discontinuités dans la prise en charge communautaire. Depuis 2019, l'ONG GERME y a mis en œuvre plusieurs interventions nutritionnelles, mobilisant des structures locales comme les Groupes d'Assistance à la Nutrition (GAN) et les Comités de Surveillance Alimentaire et Nutritionnelle (CSAN), autour du dépistage, de la sensibilisation, de l'éducation nutritionnelle et du suivi sanitaire.

L'observation des dépistages de la malnutrition entre 2019 et 2024 révèle des tendances contrastées : une hausse remarquable des cas de MAM/MAS au lancement d'un nouveau projet en 2020, une réduction progressive des cas jusqu'à fin 2023 avec la reprise des actions communautaires, puis une reprise inquiétante en 2024 lors d'un dépistage témoin, réalisé dans un contexte d'absence ou de retrait des équipes et d'arrêt des activités des GAN et CSAN. Cette évolution montre que les progrès sont possibles lorsque l'appui structuré est maintenu, mais aussi que les acquis restent fragiles en cas de rupture dans l'animation communautaire.

Face à ce constat, l'enjeu n'est plus seulement de réduire les cas à court terme, mais de comprendre les facteurs de résilience. Pourquoi certains ménages parviennent-ils à restaurer durablement l'état nutritionnel de leurs enfants malnutris, alors que d'autres restent en difficulté, en présence ou non des interventions ? Cet article analyse ces trajectoires divergentes en croisant données quantitatives, contexte national et récits de terrain, afin d'identifier les conditions d'une résilience nutritionnelle réellement autonome, durable et portée par les ménages et la communauté.

## 1- Méthodologie

Cette étude combine des données chiffrées et des récits de vie pour comprendre comment la malnutrition a évolué à Tori-Bossito entre 2019 et 2024, et surtout pourquoi certaines familles ont réussi à améliorer la nutrition de leurs enfants alors que d'autres n'y sont pas encore parvenues.

Nous commençons par analyser les résultats annuels de dépistage MAM/MAS enregistrés par les différents dispositifs communautaires d'appuis (GAN/CSAN) et les animateurs de l'ONG GERME. Cette lecture dans le temps permet de repérer les moments où la situation s'est aggravée, notamment au lancement des projets en 2020 et lors de l'absence des équipes en 2024 et les périodes où elle s'est améliorée, comme entre 2020 et 2023 avec la reprise des activités. Cette démarche s'inspire des travaux de Black et al. (2013) qui montrent que la nutrition des enfants dépend non seulement de la nourriture, mais aussi des soins, de la santé et du cadre de vie.

Ensuite, nous identifions et comparons deux catégories de ménages : ceux qui ont réussi à sortir durablement leur enfant de la malnutrition et ceux dont les enfants sont restés ou redevenus malnutris, malgré un contexte ou un appui souvent similaire. Cette approche rejoint les analyses de Bhutta et al. (2008) et Ridde & Dagenais (2012), qui valorisent l'étude des parcours familiaux dans les interventions nutritionnelles communautaires. Enfin, nous allons à la rencontre des familles, au sein des villages pour des entretiens à domicile avec les parents, l'observation des pratiques d'alimentation, d'hygiène et de soins et des discussions collectives (focus groups) avec les mères et les relais et les GAN/CSAN.

L'analyse s'appuie sur les approches de résilience communautaire (Cutter et al., 2008 ; Frankenberger et al., 2014), qui expliquent que certaines familles développent des capacités locales (savoirs, entraide, production agricole, organisation du quotidien) leur permettant de surmonter les difficultés nutritionnelles, même lorsque les interventions s'arrêtent. Nous cherchons aussi à comprendre les freins durables rencontrés par d'autres ménages (faible diversité alimentaire, difficultés économiques, accès aux soins ou habitudes culturelles), comme le souligne Heckert et al. (2019) à propos du rôle du capital social et des ressources familiales.

Le croisement de ces trois niveaux d'analyse tendances communales, parcours familiaux et témoignages de terrain permettra de tirer des leçons utiles pour renforcer la capacité des communautés à protéger durablement la nutrition de leurs enfants, avec ou sans appui extérieur.

## 2- RESULTATS

### 2.1- Périodes d'aggravation et de progression, impact des interventions et des ruptures d'activité.

Après une longue période sans interventions nutritionnelles, la commune de Tori-Bossito a bénéficié du Projet Multisectoriel pour l'Alimentation, la Santé et la Nutrition (PMASN), qui a permis une réduction progressive de la malnutrition dans les villages ciblés. Les dépistages réguliers réalisés dans ce cadre ont montré une baisse significative des cas de malnutrition, traduisant l'impact positif des actions communautaires.

Cependant, à la fin du PMASN en juillet 2019, une période de transition de huit mois s'est installée avant le lancement du Projet de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance (PNDPE). Pendant cette phase d'inactivité, la situation nutritionnelle des enfants s'est fortement dégradée. Le non-fonctionnement des dispositifs communautaires tels que les Groupes d'Assistance à la Nutrition (GAN) et les Comités de Surveillance Alimentaire et Nutrition (CSAN) a affecté l'ensemble des villages d'intervention, entraînant une perte des connaissances et des compétences acquises par ces groupes, essentiels au suivi et à l'accompagnement des ménages avec enfants malnutris. Les activités communautaires antérieures, les visites à domicile, le suivi des enfants en cours de récupération et sensibilisation nutritionnelle ont été interrompues, contribuant à une recrudescence de l'insécurité alimentaire.

Le premier dépistage de la malnutrition réalisé au début du PNDPE en 2020 a révélé un nombre élevé d'enfants malnutris, confirmant la détérioration survenue pendant l'absence d'interventions et du retrait de l'ONG GERME de la commune. Les différents dépistages réalisés entre 2019 et 2024 montrent ainsi une variation importante de la prévalence de la malnutrition, directement liée à la présence ou à l'absence des équipes de l'ONG, qui assure la mise en œuvre et le suivi des interventions communautaires.

Nombre des cas d'enfants MAM et MAS dépistés	Dernier dépistage (PMASN) avant la période d'absence des équipes de l'ONG (Mai- Juillet 2019)	Premier dépistage nouveau projet PNDPE (Février-Avril 2020)	Anciens cas de 2019 toujours Malnutris en 2020	Dernier dépistage (PNDPE) avant la période d'absence des équipes de l'ONG (Oct- Déc 2023)	Dépistage témoins (Janvier-Mars 2024)	Anciens cas de 2023 toujours Malnutris en 2024
Nombre d'enfants MAS (PT)	36	109	11	73	96	28
Nombre d'enfants MAM (PT)	43	164	9	81	123	11
Nombre de cas d'enfants en bon état nutritionnel	2321	3193	3193	3396	3211	3211

*Tableau 1 : Evolution du nombre d'enfants malnutris entre 2019-2024*

L'analyse des dépistages de la malnutrition réalisés entre 2019 et 2024 à Tori-Bossito met en évidence des dynamiques contrastées de malnutrition infantile, fortement influencées par la présence des équipes de l'ONG GERME et le fonctionnement des

structures communautaires telles que les GAN et les CSAN. Lors du dernier dépistage du PMASN avant la période d'absence des équipes (mai-juillet 2019), 36 enfants étaient atteints de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 43 de malnutrition aiguë modérée (MAM), tandis que 2321 enfants étaient en bon état nutritionnel.

Au début du PNDPE, entre février et avril 2020, la situation s'est fortement dégradée : les cas de MAS ont plus que triplé (109) et les cas de MAM presque quadruplé (164). Cependant, le suivi des anciens cas de 2019 montre que seulement 11 enfants MAS et 9 enfants MAM sont restés malnutris, ce qui indique que certaines familles ont pu conserver ou restaurer les progrès réalisés, malgré la période d'absence des interventions.

La reprise des activités communautaires jusqu'à fin 2023 a contribué à une amélioration sensible de la situation. Le dernier dépistage PNDPE avant la nouvelle absence des équipes révèle une réduction des cas à 73 MAS et 81 MAM. Cette baisse reflète l'effet positif des interventions soutenues et du suivi régulier, mais les anciens cas restent un indicateur clé : certains enfants qui avaient été identifiés en 2020 ou 2019 demeurent vulnérables, ce qui souligne la persistance de facteurs structurels de malnutrition.

Le dépistage témoin de début 2024 révèle une reprise inquiétante de la malnutrition (96 MAS et 123 MAM). Parmi ces cas, 28 enfants MAS et 11 enfants MAM restent dans un état malnutri depuis 2023, illustrant que les acquis peuvent rapidement disparaître lorsque l'accompagnement communautaire est interrompu. Le nombre d'enfants en bon état nutritionnel suit la même tendance : il augmente jusqu'à fin 2023 (3396) mais diminue ensuite à 3211 en 2024, reflétant la fragilité des progrès obtenus.

Cette analyse montre que si les interventions structurées permettent de réduire la malnutrition, les enfants précédemment malnutris restent particulièrement vulnérables et constituent un indicateur sensible de la durabilité des acquis. Elle souligne l'importance de maintenir les GAN et CSAN actifs, d'assurer un suivi régulier des anciens cas, et de mettre en place des mécanismes de transition entre projets, afin que les enfants de Tori-Bossito puissent bénéficier durablement d'une nutrition adéquate, même en l'absence temporaire d'intervenants extérieurs.

## 2.2- Différences entre ménages résilients et ménages vulnérables

Le concept de résilience est défini par plusieurs auteurs comme « la capacité d'un individu, d'un ménage ou d'une communauté à anticiper, absorber, et se remettre d'un choc tout en maintenant ou en améliorant son niveau de fonctionnement » (Cutter et al., 2008 ; Frankenberger et al., 2014). Appliquée à la malnutrition, cette notion désigne les ménages capables de restaurer durablement l'état nutritionnel de

leurs enfants malgré les perturbations du système d'approvisionnement alimentaire, les périodes d'absence d'interventions et les contraintes socio-économiques.

À Tori-Bossito, les ménages résilients sont donc ceux qui, entre 2019 et 2023, ont réussi à inverser la tendance nutritionnelle de leurs enfants malnutris. Les données le montrent clairement : malgré les périodes critiques comme le premier dépistage du PNDPE en 2020, où la prévalence de la malnutrition était élevée (MAS = 109 ; MAM = 164), ces ménages ont permis à leurs enfants de retrouver un état nutritionnel normal ou de maintenir une amélioration progressive jusqu'à la fin de 2023. Ce succès s'explique par plusieurs facteurs identifiés dans la littérature : l'accès à des connaissances nutritionnelles et hygiéniques (Black et al., 2013), la diversification alimentaire, le soutien intra-familial et communautaire, ainsi que l'utilisation proactive des services et dispositifs de suivi (GAN/CSAN). Ces ménages mobilisent des capacités adaptatives endogènes, combinant savoir-faire, organisation domestique et réseaux sociaux, pour amortir les chocs nutritionnels et maintenir la santé de leurs enfants (Frankenberger et al., 2014).

En revanche, les ménages vulnérables, selon le dictionnaire de sciences sociales et les travaux de Bhutta et al. (2008), se caractérisent par une incapacité à absorber ou à se remettre d'un choc, ce qui les expose à des conséquences prolongées. À Tori-Bossito, ces ménages ont vu leurs enfants rester ou redevenir malnutris malgré la présence d'interventions ponctuelles. Les données le confirment : lors du dépistage témoin de 2024, certains enfants étaient encore en état de malnutrition (MAS = 28 ; MAM = 11), indiquant que les acquis de 2023 n'ont pas été consolidés. Les facteurs explicatifs incluent la pauvreté persistante, l'insuffisance de diversité alimentaire, l'accès limité aux soins, et des contraintes socio-culturelles qui limitent l'application des pratiques nutritionnelles recommandées. Ces ménages ne disposent pas pleinement des capacités adaptatives nécessaires pour surmonter les perturbations, et restent donc très vulnérables aux interruptions d'interventions ou aux périodes de transition.

Ainsi, la distinction entre ménages résilients et vulnérables à Tori-Bossito repose non seulement sur les trajectoires nutritionnelles des enfants, mais aussi sur la capacité des familles à mobiliser des ressources internes et communautaires pour amortir les chocs et maintenir les acquis. Comprendre ces différences est essentiel pour orienter les interventions futures et renforcer la durabilité des programmes nutritionnels, en mettant l'accent sur le suivi des enfants vulnérables et le renforcement des capacités des ménages moins résilients.

### 2.3- Les facteurs de résilience des ménages à enfants malnutris

Dans la commune de Tori-Bossito, la lutte contre la malnutrition a montré que toutes les familles à enfants malnutris ne réagissent pas de la même façon face aux

difficultés, même lorsqu'elles vivent dans les mêmes villages et reçoivent parfois les mêmes appuis. Les ménages résilients sont ceux qui ont réussi à renverser durablement la situation nutritionnelle de leurs enfants. Leur force ne vient pas d'un privilège extérieur, mais de ce qu'ils ont construit eux-mêmes, jour après jour, en s'appuyant sur des pratiques simples, locales et adaptées à leur réalité. Et c'est cela que témoignent certaines femmes issues des ménages à enfants malnutris qui ont pu inverser la tendance : A.R femme d'un ménage résilient

« Pour être honnête, je ne trouve pas ça difficile de changer la situation de mon enfant. Ce qui manquait, c'était surtout la bonne information et la constance. Quand les relais, les membres du GAN et les membres du CSAN viennent nous conseiller, je les écoute et je fais exactement ce qu'ils montrent. Je prépare les repas avec ce que nous avons ici : les légumes du jardin, le maïs, le soja... Je m'assure juste qu'il y a toujours les trois groupes d'aliments dans son assiette, même si ce n'est pas beaucoup, au moins c'est équilibré. Et je ne saute jamais l'heure des repas : le matin, à midi, le soir, et parfois une bouillie enrichie entre deux. Maintenant je vois le changement sur son corps, sur son énergie... C'est ça qui me donne la force de continuer. Pour moi, la nutrition, c'est une discipline que toute la maison a adoptée. » Enquête de terrain (Tori-Bossito Mars 2024). S.H, femme issue d'un ménage résilient de la commune de Tori-Bossito

« Avant, je me demandais toujours si mon enfant allait vraiment s'en sortir... Aujourd'hui, nos matins commencent différemment. Depuis que l'ONG GERME a formé certaines femmes du village, je vais chaque matin chez l'une d'elles pour prendre une bouillie enrichie au soja pour mon enfant. Ça m'aide beaucoup, surtout les jours où je suis pressée. Le plus grand changement, ce n'est pas seulement la nourriture, c'est la paix revenue à la maison. J'ai eu un dialogue avec mon mari, on a compris qu'on ne peut pas laisser la santé des enfants se dégrader. Grâce à ça, il assure maintenant régulièrement la pension alimentaire, donc la maison mange mieux. Moi, je fais manger les enfants d'abord, je vérifie que tout est propre, que leurs repas sont prêts... ensuite je peux aller à mes occupations sans stress. Et ma tante, qui est membre du GAN, ne baisse jamais les bras : même quand les projets s'arrêtent, elle continue de motiver et de suivre les enfants en récupération. Elle me dit souvent : 'L'enfant va s'en sortir si nous restons vigilantes'. Et je la crois. » Enquête de terrain (Tori-Bossito Mars 2024).

Ces familles ont adopté et ancré des pratiques alimentaires améliorées grâce aux démonstrations culinaires organisées dans les villages, où les mères apprennent à

préparer des repas plus nutritifs avec les produits disponibles autour d'elles. Beaucoup se sont inscrites dans les Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle, des espaces communautaires où la récupération nutritionnelle devient aussi un moment d'apprentissage, de partage et de fierté. L'usage des farines enrichies à base de soja, faciles à transformer en bouillies pour les jeunes enfants, a compté parmi leurs principales stratégies. Après les projets, ces ménages ont continué à utiliser ce savoir, prouvant que la formation ne change les choses que lorsqu'elle devient une habitude. Quelques femmes interviewées en parlent : F.T femmes issue d'un ménage à enfants malnutris

« Les relais, les membres CSAN/ GAN et les animateurs de l'ONG ont déjà fait le maximum pour nous accompagner. Au début, leurs conseils nous semblaient difficiles : ils nous disaient de cuisiner sans cubes industriels, avec moins d'huile, sans exagérer l'huile rouge ou l'huile de palme... Pour nous, ce n'était pas forcément "bien manger", car ça ne ressemblait pas à nos habitudes. Mais après quelques mois, nous avons commencé à voir le changement sur nos enfants : ils reprenaient des forces, bougeaient plus, tombaient moins souvent malades. C'est ce résultat concret qui nous a motivées à continuer. Les démonstrations culinaires et les foyers d'apprentissage ont vraiment sauvé mon enfant. Ce sont ces occasions qui m'ont appris à préparer nos aliments locaux autrement, avec plus de soin, et aujourd'hui ces pratiques protègent la santé de mes enfants, même après le départ des équipes. » Pour T.Y femme d'un village de la commune

« Les démonstrations culinaires et les foyers de réhabilitation sont les lieux où j'ai tout appris : comment transformer nos aliments locaux sans détruire leurs valeurs nutritives, comment les conserver, et surtout comment nourrir ma famille sans gaspiller ni "tuer" les substances qui font grandir les enfants. Depuis que je pratique ces techniques chez moi, mes enfants sont en très bonne santé et nous allons moins souvent à l'hôpital pour des problèmes liés à l'alimentation ou aux infections. Même quand les animateurs des projets ne sont pas sur le terrain, je continue. Et je n'hésite pas à encourager mes voisines et mes voisins à faire comme moi. Je leur dis : 'On peut bien nourrir nos enfants avec ce que nous avons déjà ici'. Aujourd'hui, la nutrition n'est plus une contrainte pour moi... c'est devenu une habitude qui nous protège tous. »

La résilience s'est aussi construite dans l'environnement domestique et productif. Autour des maisons, ces familles ont développé des jardins de case (ou jardins de cases), véritables « pharmacies alimentaires » où poussent tomates, légumes-feuilles,

papayes, patates douces, sources accessibles de vitamines. Elles ont associé à cela un petit élevage (poules, cabris, moutons), assurant un apport régulier en protéines animales ou en œufs, tout en créant une petite économie familiale. Leur production ne se limite pas à nourrir l'enfant : elle nourrit aussi le ménage tout entier, les savoirs et même la solidarité. Avec la diversification des cultures agricoles, les récoltes s'étalent sur l'année, réduisant les périodes de soudure nutritionnelle. Cela transparait dans les propos recueillis lors des enquêtes de terrain en Mars 2024.

G.T

« Avant, quand mon enfant était malnutri, je dépendais presque de tout au marché. Si je n'avais pas d'argent, la marmite restait vide. C'est avec l'appui de l'ONG et des groupes GAN/CSAN que j'ai commencé mon jardin de case et un petit élevage de poules derrière la maison. Aujourd'hui, je n'attends plus : je cueille les légumes frais dans mon jardin, j'ai des tomates, des feuilles vertes, des fruits selon la saison... et surtout, j'ai régulièrement des œufs que je donne aux enfants sans crainte de manquer. Depuis que j'ai aussi lancé ma petite activité de vente de bouillie enrichie et de farine de soja, je gagne un revenu qui m'aide à couvrir les dépenses essentielles : santé, scolarité, alimentation.

Mon mari et moi gérons mieux le foyer parce qu'on produit et on vend, même si c'est petit. Grâce à ces initiatives, ma famille mange plus varié et plus sainement. Les enfants ont retrouvé leur force, et nous, parents, nous dormons avec moins d'inquiétude. Ce que je produis chez moi, légumes, fruits, œufs, et le revenu de mon activité est devenu notre premier médicament pour survivre et rester debout. Le jardin de case et le petit élevage ne sont plus juste des projets... ce sont les piliers qui sauvent notre maison. » enquête de terrain Mars 2024

Ces ménages se distinguent également par une organisation quotidienne structurée : planification des repas, gestion des récoltes, hygiène des enfants, priorisation des dépenses de santé, et participation régulière aux activités communautaires. Enfin, lorsque les ressources sont limitées, l'entraide familiale et villageoise prend le relais : une sœur qui complète la ration, une voisine qui partage des légumes, une grand-mère qui veille à l'alimentation, un relais GAN/CSAN qui passe encourager. La résilience n'est jamais complètement individuelle : elle est collective, tissée dans les liens et la routine. S.J. femme d'un ménage résilient reçu en Mars 2024 dit ceci

« Avant, mon enfant pouvait passer la journée sans bien manger et je sortais pour aller chercher l'argent. Aujourd'hui, on planifie nos repas selon les trois groupes d'aliments avec ce qu'on a ici : maïs, soja, légumes, fruits, œufs de

nos poules. Je ne vends plus toute la récolte, j'en garde pour la farine enrichie des enfants et assurer l'alimentation familiale. Et quand ça manque, je ne suis plus seule, les voisins partagent des légumes et autres avec moi. J'ai compris qu'on sauve un enfant ensemble. Ce n'est pas seulement mon ménage... c'est tout le village qui devient notre force. »

À l'inverse, les ménages non résilients restent prisonniers de vulnérabilités plus lourdes et souvent cumulées. Les données communautaires montrent que plusieurs enfants encore malnutris en 2020 et en 2024 proviennent souvent de ces familles fragilisées. Leur quotidien est marqué par la pauvreté structurelle : faible pouvoir d'achat, absence ou abandon du conjoint, responsabilités monoparentales, inactivité économique des femmes, ou absence d'activités génératrices de revenus. Quand une femme n'a pas de revenu propre, elle perd non seulement son autonomie alimentaire, mais parfois aussi son pouvoir de décision sur la nutrition et les soins de l'enfant.

C'est cela que confirme ce témoignage reçu sur le terrain en Mars 2024 : P.F femme issue d'un ménage non résilient

« Quand mon mari est parti, tout est devenu lourd pour moi. Les enfants tombaient souvent malades et je devais choisir entre acheter des médicaments ou la nourriture. Je n'ai pas de terre, pas d'héritage, personne pour me prêter un bout de champ. Sans terre, je ne peux pas cultiver pour nourrir mes enfants. Je me sentais seule, dépassée... et mon enfant maigrissait sous mes yeux. Une mère ne devrait jamais vivre ça sans soutien. Je vivais avec les moyens de bord et me débrouillait avec le peu que je trouve. Parfois j'arrive à nourrir les enfants et moi-même je reste affamé, parfois je nourris mes enfants tel que je peux, l'essentiel c'est que leur ventre se remplisse, la qualité n'est plus l'important en comment. » enquête de terrain Mars 2024

Ces ménages se heurtent également à une faible diversité alimentaire, due soit au manque de moyens, soit à un faible accès aux ressources agricoles ou productives. Certaines familles n'ont pas de jardins de case ou ont cessé le petit élevage faute de soutien ou de main-d'œuvre. L'accès aux soins demeure limité, soit par manque d'argent pour les déplacements ou ordonnances, soit par absence d'information sanitaire, soit par l'influence des contraintes culturelles : interdits et tabous alimentaires, interdits alimentaires, ou interdictions alimentaires appliqués aux femmes enceintes ou aux enfants, interdictions alimentaires privant les enfants d'aliments nutritifs. Les interdits alimentaires ou interdictions alimentaires comme l'exclusion d'œufs, de certains poissons, de viande ou d'arachide pour les enfants ou les femmes fragilisent durablement la récupération nutritionnelle. À cela s'ajoutent

parfois la charge mentale, les croyances autour des maladies, la faible alphabétisation sanitaire, ou l'isolement social de la mère. Cela transparait dans les propos de dame H.C qui nous disait ceci

« Dans notre maison, la pauvreté parle avant nous. Il n'y a pas de travail, pas d'activité pour gagner un peu d'argent. Moi-même je voulais vendre ou transformer du soja, mais je n'ai pas de capital pour commencer. Quand l'argent manque, on ne peut pas diversifier les repas, ni payer les soins à temps. Mes enfants sont restés malnutris en 2023, et encore en 2024, parce que la pauvreté ne nous a jamais lâchés. Si la femme ne gagne rien, elle ne peut pas décider comment sauver son enfant. C'est ça notre souffrance ici. Mon homme, le père de mes enfants est polygame, il vient par moment et donne ce qu'il peut mais depuis un bon moment il n'est plus jamais arrivé »

Ainsi, à Tori-Bossito, la résilience nutritionnelle ne se résume pas à la présence d'un projet, mais à la capacité des familles à transformer l'appui reçu en ressources durables, intégrées dans leurs pratiques, leur production et leur organisation sociale. Pour réduire durablement la malnutrition, il faut à la fois renforcer les moyens économiques des femmes, maintenir vivantes les structures communautaires, accompagner les anciens cas au-long cours, et comprendre les freins socio-culturels qui empêchent encore certaines familles d'avancer. La récupération nutritionnelle commence dans l'assiette, mais se maintient dans l'économie du foyer, la solidarité et l'organisation quotidienne.

### 3- DISCUSSION

L'évolution de la situation nutritionnelle des enfants dans la commune de Tori-Bossito entre 2019 et 2024 raconte une histoire faite d'espoirs, de progrès concrets, mais aussi de fragilités. Les projets et les dispositifs communautaires comme les GAN, CSAN, et l'appui de l'ONG GERME ont prouvé qu'il est possible d'améliorer l'état nutritionnel des enfants lorsque l'accompagnement est régulier et structuré. Ce que montrent les chiffres, mais aussi ce que disent les voix des mères sur le terrain, c'est que la récupération nutritionnelle ne repose pas uniquement sur l'accès à la nourriture. Elle s'appuie aussi sur les soins quotidiens, l'hygiène, l'accès aux services de santé, et surtout sur le soutien social autour de l'enfant. Ce constat rejoint ce qui est bien établi dans la littérature scientifique : la nutrition est un processus global, enraciné dans le cadre de vie et les relations sociales, plus que dans l'assiette seule.

Mais au-delà des tendances communales, les données révèlent une réalité encore plus profonde : le parcours des anciens cas MAM/MAS. En 2019, 36 enfants MAS et 43 enfants MAM avaient été identifiés avant le retrait des équipes communautaires. Huit mois sans animation plus tard, l'explosion des cas en 2020 (109 MAS et 164 MAM)

montre à quel point la transition sans mécanismes de continuité a été dure pour les communautés. Pourtant, au sein de cette même période sans appui, 20 enfants seulement (11 MAS et 9 MAM) étaient restés dans la malnutrition, ce qui montre déjà l'émergence d'une résilience silencieuse chez certains ménages. Ces familles avaient conservé les bonnes pratiques ou pu compter sur l'entraide familiale, illustrant que la résilience peut persister même dans l'adversité, lorsqu'elle s'est transformée en routine domestique.

Entre 2020 et fin 2023, avec la reprise des interventions, la situation s'est progressivement améliorée. Les cas sont descendus à 73 MAS et 81 MAM lors du dernier dépistage PNDPE, et 3396 enfants étaient en bon état nutritionnel. Ce progrès a été possible parce que les visites à domicile, les démonstrations culinaires, les foyers d'apprentissage, les jardins de case et le petit élevage avaient repris vie dans les villages. Les familles résilientes avaient intégré ces apprentissages dans l'organisation de leur foyer : respecter les trois groupes d'aliments avec les ressources locales, garder une part de la récolte pour les farines enrichies, assurer la régularité des repas, discuter avec les maris pour garantir la pension alimentaire, et puiser dans les liens familiaux ou l'entraide villageoise quand les moyens manquaient.

L'année 2024, elle, nous ramène sur terre. Lors d'un dépistage témoin, 96 enfants MAS et 123 MAM ont été identifiés, dont 39 anciens cas issus de 2023 encore malnutris (28 MAS et 11 MAM). Ces enfants, suivis pendant des mois, sont devenus les témoins vivants d'une vérité simple : dès qu'on relâche l'accompagnement communautaire, la malnutrition peut reprendre sa place. Non pas parce que les mères ne veulent pas bien faire, mais parce que dans certaines maisons, le quotidien est un combat permanent contre la pauvreté, l'instabilité conjugale, l'absence de terre, le manque d'activités génératrices de revenus et les normes sociales parfois impossibles à négocier. Le nombre d'enfants en bon état nutritionnel est d'ailleurs redescendu à 3211, un signal discret mais significatif du risque de rechutes dans tous les ménages.

Cette distinction apparaît nettement lorsqu'on compare les familles restées vulnérables. Les ménages non résilients sont souvent ceux où les difficultés se superposent : maris polygames ou absents sans pension stable, mères sans revenu, pas d'accès à la terre, pas de petit élevage, et des interdits alimentaires qui privent les enfants de sources essentielles de protéines et micronutriments comme les œufs, l'arachide, certains poissons ou viandes. Dans ces maisons, la mère perd parfois son pouvoir de décision sur ce qu'il faut donner à manger ou comment soigner l'enfant. Comme plusieurs études le soulignent aussi, la résilience est aussi un pouvoir d'agir, une capacité à décider et à organiser, qui manque cruellement lorsque la femme ne dispose ni de revenu propre ni de ressources productives.

Au final, l'évolution de la situation nutritionnelle de enfants à Tori-Bossito nous enseigne une grande leçon, profondément humaine : la résilience nutritionnelle n'est

jamais totalement individuelle. Elle est faite de gestes du quotidien, mais aussi de liens. C'est une tante GAN qui encourage encore, une voisine qui partage des feuilles, une sœur qui complète la ration, une grand-mère qui surveille l'heure des repas. Ce n'est pas seulement l'histoire d'un enfant qui reprend du poids, mais celle d'une communauté qui refuse de baisser les bras, et de ménages qui, lorsqu'ils le peuvent, transforment les conseils reçus en habitudes durables. Et pour que davantage d'enfants sortent définitivement de la malnutrition, il faut préserver ces filets sociaux, renforcer les moyens économiques des femmes, et éviter les ruptures qui replongent les familles dans l'inquiétude et la précarité.

## Conclusion

L'expérience de Tori-Bossito démontre qu'il est possible de sortir un enfant durablement de la malnutrition lorsque les savoirs acquis sont transformés en habitudes domestiques et soutenus par une communauté active et solidaire. Les anciens cas d'enfants MAM/MAS constituent un indicateur sensible de la fragilité ou de la durabilité des progrès : 39 enfants suivis en 2023 étaient encore malnutris en 2024, rappelant qu'une interruption de l'animation communautaire augmente le risque de rechute. Pour consolider les acquis, il est essentiel de maintenir fonctionnels les GAN et CSAN, de renforcer l'autonomie économique des femmes (terre, activités génératrices de revenus, production diversifiée), et d'intégrer des mécanismes de transition entre projets. La résilience nutritionnelle n'est jamais totalement individuelle : elle se tisse dans la routine, la production locale et les liens sociaux qui protègent l'enfant, même en l'absence d'appui extérieur. Garantir cette continuité, c'est donner à chaque ménage la capacité de dire : « *Chez nous, l'enfant va s'en sortir, parce que nous savons faire et nous ne sommes plus seules.* »

## Références

- Agbodji, A., et al. (2022). Prevalence and factors associated with undernutrition among children under the age of five years in Benin. *Archives of Public Health*, 80, 132.
- Agbodji, A., et al. (2022). Prevalence and factors associated with undernutrition among children under the age of five years in Benin. *Archives of Public Health*, 80, 132.
- AGVSAN / INSAE. (2017). *Analyse globale de la vulnérabilité à la sécurité alimentaire et à la nutrition – Rapport de situation*. République du Bénin.
- Béné, C., Al-Hassan, R. M., Amarasinghe, O., Fong, P., Ocran, J., Onumah, E., ... Mills, D. J. (2016). Is resilience socially constructed? Empirical evidence from Fiji, Ghana, Sri Lanka, and Vietnam. *Global Environmental Change*, 38, 153–170. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2016.03.002>
- Béné, C., Frankenberger, T., & Nelson, S. (2015). *Design, monitoring and evaluation of resilience interventions: Conceptual and empirical considerations*. IDS Working Paper, 459.

- Bhutta, Z. A., Ahmed, T., Black, R. E., Cousens, S., Dewey, K., Giugliani, E., ... Shekar, M. (2008). What works? Interventions for maternal and child undernutrition and survival. *The Lancet*, 371(9610), 417–440. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(07\)61693-6](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(07)61693-6)
- Black, R. E., Allen, L. H., Bhutta, Z. A., Caulfield, L. E., de Onis, M., Ezzati, M., ... Maternal and Child Undernutrition Study Group. (2013). Maternal and child undernutrition: Global and regional exposures and health consequences. *The Lancet*, 371(9608), 243–260. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(07\)61690-0](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(07)61690-0)
- Black, R. E., Victora, C. G., Walker, S. P., Bhutta, Z. A., Christian, P., de Onis, M., Ezzati, M., ... Uauy, R. (2013). Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries. *The Lancet*, 382(9890), 427–451. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(13\)60937-X](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(13)60937-X)
- Constas, M., Frankenberger, T., & Hoddinott, J. (2014). *Resilience measurement principles: Toward an agenda for measurement design*. FSIN Technical Series No. 1.
- Cutter, S. L., Burton, C. G., & Emrich, C. T. (2008). Disaster resilience indicators for benchmarking baseline conditions. *Journal of Homeland Security and Emergency Management*, 5(1), 1–22. <https://doi.org/10.2202/1547-7355.1732>
- Cutter, S. L., et al. (2008). A place-based model for understanding community resilience to natural disasters. *Global Environmental Change*, 18(4), 598–606. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2008.07.013>
- Food and Nutrition Security as a Measure of Resilience in the Barents Region — Dele Raheem. (2018). *Urban Science*, 2(3), 72.
- Food Security Information Network (FSIN). (2015). *Measuring shocks and stressors as part of resilience measurement*. FSIN Technical Series No. 5.
- Frankenberger, T., et al. (2014). *Resilience measurement principles: Toward an agenda for measurement and learning*. USAID/FSIN.
- Frankenberger, T., Spangler, T., & Alexander, S. (2014). *Enhancing resilience to food insecurity in vulnerable households*. CARE USA.
- GERME ONG. (2019–2024). *Rapports annuels des interventions nutritionnelles dans la commune de Tori-Bossito*. Cotonou, Bénin.
- Knowledge and practices of traditional management of child malnutrition and associated pathologies in Benin. (2011). PMC.
- Politique nationale d’Alimentation et de Nutrition 2024–2033, République du Bénin — Conseil de l’Alimentation et de la Nutrition. (2023).
- Theis, S., & col. (2023). Gender, resilience, and food systems. In C. Béné & S. Devereux (Eds.), *Resilience and food security in a food systems context* (pp. 239–280). Palgrave Macmillan.
- UNICEF, WHO & World Bank. (2018). *Joint child malnutrition estimates — Benin country profile*. Global Nutrition Report 2018.